

Contre le racisme, les violences policières, la chasse aux migrants

Contre le délit de solidarité : isoler les migrants en réprimant leurs soutiens

Après l'expulsion policière dans des conditions inhumaines du camp de Calais, après la chasse aux migrant-e-s qui n'en finit pas sur les trottoirs de Paris, le gouvernement s'en prend maintenant aux citoyen-ne-s qui

Le 30 septembre au Fontenil, **Malik, 22 ans**, a été poursuivi par les policiers et les gendarmes qui portaient des fusils, qui l'ont aveuglé avec leurs torches et l'ont poussé jusqu'à ce qu'il tombe à terre.

Le 30 septembre au Fontenil, **Ibrahim, 22 ans**, a vu un policier qui fouillait ses camarades et qui leur a pris tout leur argent pour le mettre dans un sac.

refusent cette politique d'exclusion pour briser toute possibilité de résistance et toute manifestation de solidarité active.

Il multiplie les poursuites judiciaires, les condamnations, les mises en garde à vue pour « délit de solidarité » comme c'est actuellement le cas dans le Briançonnais.

Mais cette répression ne s'arrête pas là.

Dans les quartiers populaires - et ce n'est pas nouveau - c'est d'abord une pratique de discrimination quotidienne faite de provocations et d'humiliations. Les contrôles d'identité sont 20 fois plus nombreux pour les jeunes

noirs et arabes que pour le reste de la population, comme le rappelle Jacques Toubon, le défenseur des droits. Pour cette discrimination, l'État français a déjà été condamné à plusieurs reprises par la Cour de Cassation.

Ne pas laisser faire les violences policières.

Avec la chasse aux migrants ou la chasse aux jeunes dans les quartiers populaires il y a urgence à ne pas laisser se banaliser les violences policières qui visent aussi de plus en plus durement ceux qui participent aux manifestations (celles des Gilets Jaunes par exemple).

L'État cherche à contrôler ou à briser toute forme de résistance ou d'opposition. Il est aujourd'hui condamné par plusieurs instances y compris internationales (dernières en date députés européens et experts ONU) pour ses techniques de « maintien de l'ordre » qui mutilent et blessent gravement.

Le 6 juin à Briançon, **Emmanuel, 24 ans**, a été attrapé par la police devant la gare. Il a été fouillé dans la rue et là un policier lui a demandé de quitter tous ses habits, même ses chaussures.

Le 8 juin dans les locaux de la PAF à Montgenèvre, **Mustafa, 27 ans**, a été fouillé par les policiers. Il a entendu dire le chef de la police « Il faut les fouiller parce que parfois ça paye ».

copie de panneaux issus du blog : <https://blogs.mediapart.fr/270664/blog/100219/encore-un-mort-en-montagne-la-frontiere-franco-italienne>

Nous devons être nombreuses et nombreux à répondre présent :

- ✓ pour exiger la fin des contrôles au faciès ;
- ✓ pour dénoncer la banalisation inacceptable des discours xénophobes et des actes racistes ;
- ✓ pour exiger contre l'Europe forteresse, l'accueil des migrant-e-s dans des conditions dignes et la régularisation des sans-papiers ;
- ✓ pour exiger le retrait des lois liberticides ainsi que la loi asile-immigration et l'abandon du projet de loi anti-casseurs actuellement en discussion au Parlement ;
- ✓ pour exiger le retrait des armes LBD et autres flashball ainsi que des grenades GLI F4 contenant des explosifs.

rassemblement samedi 16 mars - 11h, parvis de Notre Dame